



Faire face au problème des infrastructures est essentiel pour réaliser l'intégration régionale

Par Adwoa Asiedu

La pauvreté des infrastructures en Afrique compromet la capacité du continent à entrer en compétition sur le marché mondial, a déclaré l'un des intervenants de la séance plénière de mercredi, centrée sur le thème «intégration physique par le développement des infrastructures».

L'intervenant, Kenneth Button de l'Université George Mason aux États-Unis, a expliqué qu'il existait plusieurs causes à cette situation.

«Les problèmes ne sont certainement pas seulement dus à un manque d'investissements, mais traduisent aussi souvent, le peu d'infrastructures existantes», a-t-il déclaré, notant qu'«à l'intérieur de ce cadre général, il y a de grandes variations d'un pays et d'une région à l'autre, mais aussi entre les régions rurales et urbaines».

Les infrastructures, a-t-il expliqué, sont habituellement présentées en fonction de leurs caractéristiques: leur longévité, leur capacité ou non à réaliser des économies d'échelle, les coûts d'investissement.

Button a indiqué que les problèmes cruciaux des politiques d'infrastructure dans le secteur des transports, un des points essentiels des discussions de mercredi, ont trait à la levée des obstacles au commerce transfrontalier.

«Les efforts déployés pour supprimer les problèmes transfrontaliers ont permis de dégager trois éléments clef: l'interopérabilité, l'interconnectivité et l'intermodalité. Ces concepts sont liés et multidimensionnels, et englobent tant des considérations institutionnelles que techniques».

Il a demandé que l'accent mis sur les infrastructures soit tempéré par des considérations telles que l'articulation entre interconnectivité, interopérabilité et intermodalité avec les autres politiques de transport.

Un autre intervenant, G.Giorgis, Directeur du département Afrique australe à la Banque africaine de développement, a parlé tant des conséquences du retard dans le développement des infrastructures que des faiblesses de la compétitivité, du développement et de l'intégration du marché, de la croissance économique, enfin d'un accroissement de la pauvreté et des inégalités.

Giorgis a rappelé l'existence de ressources énergétiques en Afrique. Il a parlé de leur distribution, des grandes disparités, des obstacles au développement du secteur énergétique et des initiatives potentielles régionales dans le secteur de l'énergie. Il a également exposé l'état des ressources énergétiques en Afrique et a donné un aperçu du secteur des technologies de l'information et des communications.

Giorgis a observé que dans l'intégration régionale et dans les initiatives régionales pour le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC), la connectivité et l'interconnectivité sont les principaux

obstacles à la diffusion des TIC sur le continent. Il a ajouté que le développement rapide du secteur permettrait à l'Afrique de combler son retard sur le reste du monde, d'augmenter les échanges grâce au commerce électronique et d'améliorer la sécurité et la gestion des catastrophes.

Alhaji B. Mohammed Tukur, un entrepreneur africain de renom, a insisté sur le fait que le secteur privé ne pourrait pas tirer avantage des opportunités de vastes investissements dans les sous-régions sans une infrastructure adéquate pour faciliter la circulation des personnes, des biens et des services.

Une autre participante, Maryvonne

Plessis-Fraissard, Directrice pour l'Afrique, section des transports, à la Banque mondiale, a mis en exergue l'importance de consultations en partenariats et a réitéré l'attention que la Banque mondiale va porter à l'intégration de l'Afrique.

Elle a indiqué que la Banque mondiale a commencé à s'en préoccuper, avec pour but une coordination avec la Banque africaine de développement et d'autres partenaires.

La session était dirigée par Abdel Aouad, le Ministre marocain du plan et de la prévision économique.

Nouvelles entreprises, modèles d'intégration régionale

par Bernard Otabil

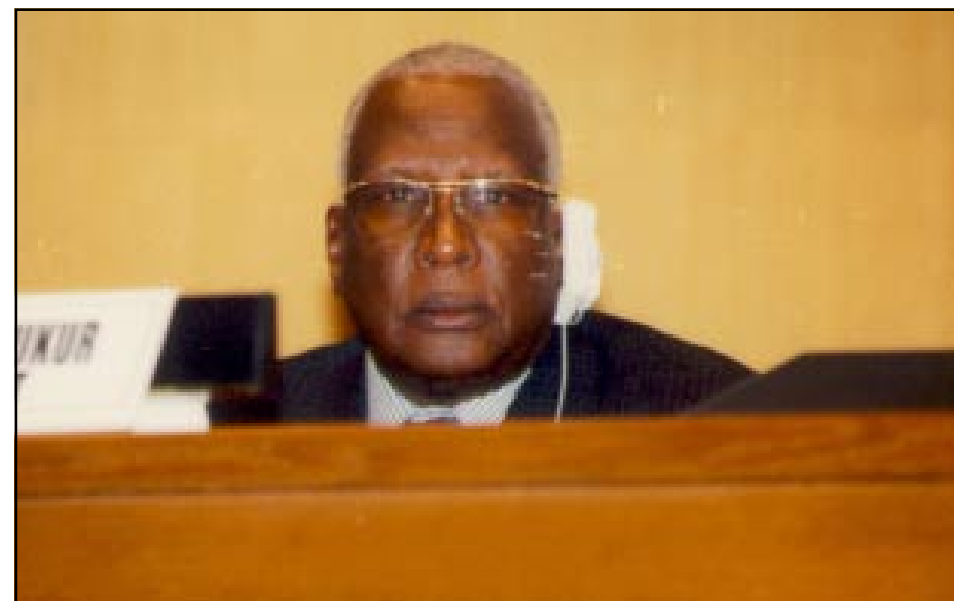
Le développement des infrastructures en Afrique, s'il progresse toujours plus lentement que dans d'autres régions, continue de jouer un rôle important dans la vie des populations du continent.

Et ces dernières années, la modernisation de divers secteurs dans de nombreux pays a ouvert la voie vers un développement qui sera bénéfique pour la société. De fait, la réussite de certaines nouvelles entreprises pourrait, à l'avenir, être une source d'inspiration pour d'autres pays africains.

Selon Alhaji Bamanga Tukur de *African Business Round Table*, le Nigéria est un cas d'espèce. Depuis environ cinq mois que ce pays a introduit le système GSM de communication mobile, environ 40 nouvelles entreprises, revendeurs et centres de services, ont ouvert leurs portes; elles emploient plus de 1000 personnes. Cette nouvelle technologie de pointe a permis à plus de 150 000 personnes d'avoir directement accès au téléphone.

Le Ghana est un autre exemple typique. Le développement de la connectivité par la téléphonie mobile et la facilitation de l'accès aux lignes terrestres ont contribué à améliorer le climat dans lequel opèrent les entreprises, ce qui a eu pour effet de faire aujourd'hui du pays une des zones les plus attrayantes pour les investisseurs étrangers en Afrique.

D'autres exemples d'initiatives



Alhaji Bamanga Tukur, African Business Round Table

nouvelles visant à promouvoir une intégration interrégionale, thème du présent Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III), existent, notamment le lancement de COMTEL par le Marché commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (COMESA) et de INTELCOM par la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Le projet communautaire de la CEDEAO qui vise à mettre en place un vaste réseau routier le long de la côte bordant la sous-région a facilité la circulation des biens et des services.

Selon Yao Adzibey du Secrétariat,

les tronçons non encore aménagés sont, d'une part, les liaisons entre la Guinée Conakry et la Guinée-Bissau, le Libéria et la Sierra Leone, d'autre part, celle entre la Sierra Leone et la Côte d'Ivoire.

Le transport urbain, par exemple, fournit directement ou indirectement des emplois à de nombreuses personnes à travers les services de transport public et le secteur informel.

Les statistiques du Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne font apparaître qu'en 1999 à Abidjan, le transport urbain

Suite page 3

INTERVIEW

«Le transport est le moteur de l'intégration régionale» par Doua Gouly

Des ministres des transport de toute l'Afrique se sont réunis mercredi pour discuter du thème des transports et de l'intégration régionale.

Mme Paulette Missambo, Ministre d'État des transports et de l'aviation civile de la république gabonaise, prend part au nom de son pays au Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III). Elle a participé hier aux travaux de la commission des ministres des transport. Elle estime que l'intégration régionale en Afrique est un élément essentiel pour la lutte contre la pauvreté. Selon elle, le transport constitue l'élément primordial de cette lutte.

Entretien avec Mme Missambo, Ministre des transports et de l'aviation civile de la République du Gabon.

FDA Info: Mme la Ministre, quelle sera selon vous la place des transports dans l'intégration régionale africaine en gestation?

On ne peut pas faire d'intégration sans les transports. C'est absolument capital. Les exposés de ce matin ont prouvé de même qu'il ne peut y avoir de lutte contre la pauvreté sans les transports. Il faut pouvoir permettre aux gens de se déplacer afin de vendre leurs produits et de lutter véritablement contre ce fléau qu'est la pauvreté.

Donc, dans le cadre de l'Union africaine, je pense que les gouvernements doivent tout mettre en œuvre pour la réalisation d'un système de transport intermodal, afin de favoriser toutes les connexions. Je parle de transports au sens large. C'est-à-dire le transport terrestre, le transport maritime, le transport ferroviaire et le transport aérien. Il faut même y ajouter les télécommunications. Parce que je crois que l'intégration des nouvelles technologies de l'information devrait faciliter les connexions entre les pays.

FDA Info: Dans la plupart des pays africains, il existe les routes, mais l'entretien ne suit pas. Quelle solution les ministres des transports s'approprient-ils à proposer à ce problème?

Les conférenciers de ce matin ont dit qu'il valait mieux d'abord entretenir les réseaux existants que de les élargir. La maintenance est au cœur du problème. Généralement, chez nous en Afrique, on l'oublie, or c'est absolument capital. Les ministres travailleront d'arrache-pied sur la question lors de ce Forum afin de proposer des solutions idoines. Il faut donc attendre de réunir toutes les expériences et difficultés vécues sur le terrain avant de se prononcer sur la question.

FDA Info: En Afrique centrale, d'où vous êtes originaire, existe-t-il déjà des groupements allant dans le sens de l'intégration régionale?

Absolument. Pour ne prendre que le cas du Gabon et du Cameroun, nous avons réalisé une transafricaine qui relie ces deux pays. Il y en a une autre actuellement en construction pour la liai-

son Gabon-Congo Brazzaville. Avec l'Union africaine, ce travail va certainement être renforcé.

FDA Info: Les tracasseries policières et douanières sont très souvent décriées sur les routes africaines. Comment le continent peut-il se défaire de ce fléau pour une intégration réussie?

C'est vrai, nous avons suivi un exposé qui nous raconte la situation en Afrique de l'Ouest; situation qui est absolument la même en Afrique centrale, où barrages et prélèvements multiples sont constatés. Ce qui est préconisé, c'est une concertation entre les communautés de façon à réduire ces prélèvements. J'ai même proposé l'instauration d'un guichet unique pour réduire les charges des usagers de la route.

FDA Info: Et comment fonctionnera ce guichet unique?

Le fonctionnement de ce guichet est simple. Il s'agira par exemple, pour les marchandises et autres bagages à transporter entre les États, de les faire enregistrer dès le départ. Les véhicules sont plombés et ne pourront être déplombés qu'à l'arrivée. C'est le même système qui s'applique aux containers. C'est d'ailleurs un moyen de lutte contre la fraude douanière qui sévit sur les routes d'Afrique.

FDA Info: Au moment où l'on parle d'intégration, la seule compagnie panafricaine existante dans le transport aérien vient de déposer le bilan. Peut-on espérer la naissance d'un autre outil de ce genre au niveau



Mme Paulette Missambo, Ministre d'État des transports et de l'aviation civile de la République gabonaise

aérien ou ferroviaire avec l'Union africaine?

C'est nécessaire. L'Afrique a besoin d'outils d'intégration au niveau des transports. Cependant, à l'heure de la très grande libéralisation de tous les secteurs, les transports ne doivent pas faire exception. Par conséquent, le continent, par le biais des investisseurs privés, se doit de penser à la création de ces outils d'intégration. L'idéal serait qu'il y ait des regroupements pour faciliter le transport sur notre continent.

Les politiques économiques s'avèrent essentielles pour l'accélération de l'intégration régionale Par Jeggan Grey-Johnson

M. Momodou Diop, le conseiller spécial pour la Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), a déclaré hier que l'adoption de la devise CFA dans les pays francophones d'Afrique de l'Ouest pourrait servir d'exemple à une union monétaire basée sur la stabilité et la capacité de mise en œuvre des politiques commerciales.

Cependant, M. Diop, qui était l'un des principaux intervenants à la séance plénière de mercredi après-midi du Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FAD III), intitulée «les politiques économiques de nature à accélérer l'intégration régionale», a allégué qu'une condition préalable doit être remplie pour que la discussion sur les politiques économiques destinées à cristalliser le processus régional d'intégration puisse avoir lieu.

Il s'agit d'une approche africaine de promotion des politiques économiques, ayant pour but l'amélioration des structures socioéconomiques et une meilleure collaboration entre les secteurs publics et privés. Il est également nécessaire d'améliorer la formation et d'accroître les capacités, alors que l'Afrique tente d'établir de nouveaux partenariats avec les autres nations.

Les résultats positifs du cadre sous-régional ont été mis en exergue par le Dr Delphin Rwegasira, qui a demandé aux 200 personnes assistant à la séance plénière de faire un bilan au niveau du continent africain.

«Où en sommes-nous?» demanda-t-il. Il a affirmé que les Africains doivent d'abord avoir une volonté politique de faire face aux défis de leurs économies nationales dans des secteurs tels que l'électricité et le transport. «Nous devons nous coordonner en analysant sérieusement notre approche; cela fait partie intégrante du processus d'intégration».

Le Secrétaire d'État gambien, Ann Ndong-Jatta, a exprimé l'idée que «les défis sont multiples, mais ce sont des défis que nous devons, par nous-mêmes, mettre en perspective». Elle a noté l'impact sur le continent des différentes politiques internationales externes. Selon elle, il est nécessaire d'instaurer un dialogue et d'établir un ordre de priorité pour les questions auxquelles le continent doit faire face. Il revient aux Africains d'entreprendre cette démarche, et non au «G8 établissant la liste des priorités» pour l'Afrique.

Le tout nouveau Ministre de

l'intégration au Nigéria a approuvé cette idée, notant que le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), auquel la plupart des pays africains ne participent pas, n'est pas une initiative des institutions de Bretton-Woods, mais plutôt un plan envisagé et construit par les dirigeants africains dans leur vision d'un partenariat économique avec le reste du monde.

«Je suis d'accord avec vous sur le fait qu'une sensibilisation plus grande doit être faite, mais le travail de promotion de cette idée a déjà commencé» a-t-il déclaré. Cette création d'un Ministère de l'intégration, même si elle est très récente, envoie un message du Nigéria au reste du monde. Elle pourrait peut-être même constituer l'exemple d'un engagement total vers l'intégration régionale.

La Présidente de la séance plénière, Linah K. Mohohlo, gouverneur de la Banque centrale du Botswana, a noté que la création de ce poste par le Nigéria était quelque chose d'important.

«Je félicite le Nigéria pour le pas qu'il a entrepris dans la reconnaissance de l'intégration régionale en Afrique, par le fait qu'il a établi un portfolio pour cette cause particulièrement importante et à laquelle nous adhérons tous» a-t-elle dit. Elle a également appelé d'autres pays africains à suivre cet exemple.



Sans paix ni sécurité, pas d'avenir

Le thème de la paix a occupé le devant de la scène mercredi au Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III).

Au cours de la séance plénière sur l'«architecture de la paix et de la sécurité», les intervenants ont exprimé avec beaucoup de passion leurs préoccupations au sujet de l'instabilité permanente qui sévit dans de nombreuses régions du continent et est due aux conflits en cours.

Les chiffres ne reflètent qu'une partie du ravage que ces conflits ont causé.

Si l'on ne considère que les chiffres, ils sont assez effrayants: ces trente dernières années, on a pu compter 30 cas de troubles civils en Afrique subsaharienne, qui ont coûté des milliards de dollars en dégâts matériels, et ont entraîné le naufrage des économies, le délabrement des infrastructures et la dégradation de l'environnement.

Les coûts sociaux ont été plus considérables encore du point de vue des dommages causés dans divers secteurs sociaux comme la santé, l'éducation, l'emploi, les fonds destinés à ces secteurs ayant été plutôt consacrés à l'effort militaire.

Il est difficile de tenter d'estimer –encore moins de deviner– le coût humain de ces conflits. Vous connaissez les chiffres: plus de 10 000 personnes, en majorité des civils, ont perdu la vie. Des millions ont été mutilé(e)s, sont devenu(e)s orphelin(e)s, veuves/veufs ou ont été abandonné(e)s par leurs proches. Cela a de fait contribué à grossir la diaspora africaine, des millions de personnes s'étant retrouvées sans abri. L'Afrique compte le plus grand nombre de réfugié(e)s dans le monde. Ajoutez à ce tableau les ravages causés par les maladies comme le VIH/sida et le paludisme, toutes choses qui continuent de donner de l'Afrique l'image d'un continent «en conflit», «en guerre» ou tout simplement d'un continent «qui ne travaille pas».

Mais on peut également envisager les choses sous un autre angle. S'il est vrai qu'un conflit est toujours un conflit de trop, il n'est pas moins vrai qu'une bonne partie de l'Afrique travaille et le fait sans relâche –parfois en raison des conditions politiques, économiques et sociales de l'heure. Mais, très souvent, les Africains eux-mêmes, ne se rendent pas compte que leur continent réalise de belles performances.

Il va de soi que nous ne saurions nous focaliser sur les belles performances sans garder à l'esprit «les moins bonnes». On ne saurait affirmer non plus que les problèmes socioéconomiques du continent ne sont pas réels et qu'ils ne méritent pas d'être résolus. Ils sont réels et doivent être résolus.

Mais ce qu'il faut aussi, c'est peut-être un échange de données d'expérience entre Africains sur l'action que mènent les populations et les gouvernements pour améliorer les conditions de vie dans la société.

Sans doute dans le cadre de l'«intégration» des mécanismes seront-ils mis en place pour ce type d'échange de données d'expérience. Nombre d'Africains connaissent bien l'histoire de l'Afrique, et si l'intégration régionale et même l'unité africaine doivent devenir réalité, il faudra que les Africains apprennent, dans leur propre intérêt, l'histoire générale de l'Afrique contemporaine afin de mettre en évidence les liens qui existent et qui pourraient aider à construire un avenir de paix et de sécurité pour le continent.

Pas d'intégration régionale sans sécurité alimentaire

Par Marie-Noëlle Guichi

Le Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III) se déroule non seulement au sein des groupes de discussion, mais également dans le hall d'exposition, où les participants peuvent découvrir la plupart des structures qui oeuvrent pour l'intégration régionale en Afrique.

La coalition des organisations africaines pour la sécurité alimentaire et le développement durable (COASAD), est l'une des curiosités de ce forum hors salle.

La COASAD a pour principaux domaines d'intérêt la recherche et l'élaboration de politiques de développement rural, avec un accent sur la sécurité alimentaire.

Elle s'emploie à analyser les politiques et les actions des gouvernements, parlementaires et autres acteurs sur la nutrition, la biodiversité et l'environnement.

Mme Christine Andela, responsable d'un projet sur l'alimentation et la nutrition au Cameroun loue cette initiative. «Le rôle de l'Observatoire de la sécurité alimentaire et de la nutrition (OSAN) est irréfutable. Pour véritablement parler d'intégration régionale en Afrique, il faut d'abord résoudre le problème de la famine qui touche la plupart des pays du continent. Il est

difficile de se faire entendre par des personnes qui ont faim», observe-elle.

Pour mener à bien sa mission, la COASAD s'attèle à renforcer les capacités institutionnelles et de gestion des organisations non gouvernementales (ONG) et autres organisations rurales, pour faire d'elles des partenaires efficaces. Ses bénéficiaires secondaires sont les communautés scientifiques, les

communautés donatrices et les institutions internationales spécialisées.

C'est une agence d'exécution, qui travaille sous le contrôle de l'OSAN depuis janvier 2002. La fin de ce projet basé en Tanzanie, et qui compte un bureau à Bruxelles (Belgique), est prévue pour 2005.

Madame Andela espère que d'ici là, le fleau de la famine dans certaines régions d'Afrique sera définitivement résolu.

Émission retransmise en direct

La Commission économique pour l'Afrique (CEA), en collaboration avec l'Africa Journal, va accueillir une émission en direct depuis les studios de *Ethiopian Television* le jeudi 7 mars, de 21 h 00 à 22 h 00. L'animatrice, Maimouna Mills, sera rejointe en direct par:

- **M. Olara Otunnu**, Sous-Secrétaire général des Nations Unies et Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU pour la protection des enfants en période de conflit;
- **Ambassadeur Isaac Aluko-Olokun**, chef de l'équipe nigérienne du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD);
- **S.E. M. J.J. Sonke**, Ministre des transports et des travaux publics de la République du Malawi.

Le programme va également inclure des entretiens avec de hautes personnalités, y compris Amara Essy, Secrétaire général de l'OUA, et K.Y. Amoako, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique.

L'Africa Journal est un programme de télévision hebdomadaire d'une durée d'une heure, produit par la société *Worldnet*. La diffusion se fait en direct depuis Washington dans 27 pays d'Afrique subsaharienne. L'émission se concentre sur les questions politiques, sociales, de santé, de genre et culturelles qui préoccupent les Africains.

À Addis-Abeba, cette émission peut être suivie sur le programme de *SABC Africa*, chaîne 7.

Peu de volonté politique pour l'enseignement supérieur

Par Francine Nzibarega

Les participants à la séance de groupe sur l'enseignement supérieur et la recherche du Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III), ont déploré le manque de volonté des États africains pour renforcer l'enseignement supérieur.

Ils ont souligné que les gouvernements injectaient très peu d'argent dans l'enseignement supérieur, pourtant indispensable pour former un capital humain crucial pour le développement africain.

La diaspora africaine peut jouer un rôle important pour soutenir l'enseignement supérieur, a affirmé Chuku-Emeka Chikezie de l'AFFORD, lors de son exposé au cours de la réunion de groupe.

Le Président ougandais Kavuta Museveni a déclaré que la diaspora ougandaise fournissait des ressources importantes à l'Ouganda. La diaspora africaine n'est pas seulement une ressource intellectuelle mais également une ressource monétaire.

La séance de groupe sur l'enseignement supérieur et la recherche, présidée par Abdelhaffar M. Ahmed, Secrétaire exécutif de l'OSSRA à Addis-Abeba, était composée en grande partie de

professeurs d'universités africaines.

Selon eux, les pays africains n'ont pas une politique claire pour financer l'enseignement supérieur et établir des liens avec d'autres universités du monde.

L'intégration régionale ne peut se faire sans l'enseignement supérieur, affirme l'orateur. Pour renforcer les capacités de l'intégration régionale, il faut d'abord penser à consolider les universités africaines, mais celles-ci n'ont pas de ressources suffisantes, fait remarquer Chuku-Emeka. Il recommande que la Commission économique pour l'Afrique (CEA) inscrive toutes les questions concernant le renforcement de l'enseignement supérieur aux points de l'ordre du jour qui vont être abordés par la CEA.

Selon les participants à la réunion, l'idée d'une université virtuelle est une très bonne chose. Mais il serait plus intéressant d'avoir une université virtuelle africaine, avec des bases africaines, plutôt qu'un modèle d'université virtuelle dont toutes les données viendraient de l'extérieur de l'Afrique.

Ils ont poursuivi en demandant une amélioration des conditions de travail des chercheurs.

Suite de la page 1

Nouvelles entreprises...

informel a fourni directement environ 22 000 emplois (chauffeurs, receveurs, mécaniciens et propriétaires). Il a aussi généré un chiffre d'affaires de 60 milliards de FCFA. A Cotonou et à Dakar, le programme estime que les services connexes de transport font vivre plus de 30 000 et 42 000 personnes respectivement.

Mais malgré ces avancées, le développement des infrastructures en Afrique est d'une manière générale peu satisfaisant et de qualité médiocre, comparé à l'Europe et à l'Amérique du Nord.

On avance plusieurs raisons pour expliquer cette situation. D'après Yao Adzigbey, les principaux obstacles au progrès sont le manque d'entretien, les barrages routiers illégaux, la piraterie pure et simple sur les routes et les pratiques discriminatoires des agents des services d'immigration et de douane qui entravent la libre circulation des biens et des personnes.

Ces obstacles amènent M. Adzigbey à penser que les progrès sont lents. Par ailleurs, selon lui, certains organismes de financement hésitent à mettre à disposition les fonds d'investissement qui font cruellement défaut dans ce secteur.

Le secteur privé sur le podium du FDA III

Par Jérémie Sindayirwayna

L'Afrique doit créer des emplois et de la richesse, mais nos gouvernements ont prouvé leurs limites en la matière.

Depuis l'ouverture du Troisième Forum pour le développement de l'Afrique (FDA III), tout le monde s'accorde à reconnaître que le secteur privé est le moteur de la création de richesse et d'emplois.

Les 64 participants au groupe de discussion thématique sur l'investissement régional sont venus à Addis-Abeba pour réclamer plus de carburants et d'huile pour ce moteur, c'est-à-dire des moyens financiers pour les multiples entrepreneurs africains, et la possibilité de bénéficier d'une formation permanente à l'entrepreneuriat.

Les participants ont notamment exprimé les commentaires suivants:

«Notre secteur privé est constitué de petites et moyennes entreprises avec de faibles capitaux. Le défi actuel est de travailler avec cette masse critique d'entrepreneurs, femmes d'affaires, artisans, jeunes diplômés, etc».

«Nos États ont besoin d'impôts, mais trop d'impôts assèchent la source de revenus pour nos pays».

Des participants ont souligné que l'Afrique compte des économies dynamiques comme l'Afrique du Sud, l'Île Maurice et la Tunisie. Mais leur expansion est endiguée par les obstacles qui subsistent toujours à la libre circulation des biens et des personnes. En Afrique, faire circuler des biens d'un pays à l'autre, passer des frontières reste un problème, alors même que les consommateurs africains au faible pouvoir d'achat peinent à se procurer les biens en provenance

d'autres continents.

A titre indicatif, les 53 pays membres de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), soit 800 000 000 d'habitants, ont un PIB égal à celui de l'Espagne.

L'Afrique n'est pas le seul continent à souffrir de la pauvreté, même si les formes qu'y prennent la pauvreté sont spécifiques. Pour sortir de la crise d'après-guerre, l'Europe a bénéficié du plan Marshall et a négocié en bloc une aide financière. Mais nous, en Afrique, négociations en ordre dispersé. D'où l'intérêt de promouvoir l'intégration régionale.

Selon le représentant de l'Île Maurice, l'intégration n'est une fin en soi mais une stratégie d'organisation pour accroître les possibilités des entrepreneurs.

En ce sens, le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) fournira un bon cadre pour la mobilisation de ressources externes.

L'Afrique a besoin de concevoir son modèle de développement. Un témoignage d'un banquier du Maroc résume bien la problématique: selon lui, les Africains n'ont pas confiance en leur continent mais demandent aux autres d'y croire.

Les investisseurs vont partout où il y a possibilité de réaliser des profits. C'est pourquoi l'Amérique investit en Chine, malgré le discours sur le non respect des droits humains. En Afrique aussi, il y a des réussites. La responsable de CNN en Afrique, Dr Erika Bennet compte le prouver aux investisseurs à travers une série de reportages.

Les représentants du secteur privé ont beaucoup décrié la perte de temps observée au FDA III. La bonne gestion du temps: voilà un autre défi à relever avant même l'Union africaine.

Paix et stabilité: un préalable à la réussite de l'unité africaine

par Jeggan Grey-Johnson et Olga Manda

Les différents initiatives et mécanismes de paix, de sécurité et de règlement des conflits en Afrique ont été inefficaces, a



Salim Ahmed Salim, ancien Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (OUA)

d é c l a r é m e r c r e d i Salim Ahmed Salim, ancien Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine, au cours d'une s é a n c e plénière sur l'«architecture de la paix et de la sécurité».

Salim a indiqué que les mécanismes et protocoles en place ne sont pas suffisamment solides pour prévenir, gérer ou régler les conflits. «Diverses évaluations menées sur les mécanismes régionaux et continentaux ont confirmé qu'un certain nombre d'insuffisances entravent le bon fonctionnement de ces structures.

Salim a ajouté que nombre de mécanismes de paix et de sécurité ont été mis en place pour faire face à des situations précises, et que l'évolution des situations régionales pose de redoutables défis à leur légitimité et à leur fonctionnement. Il a cependant fait valoir que l'incapacité de ces mécanismes à assurer le maintien de la paix et de la sécurité ne devrait pas servir de prétexte à la multiplication des conflits sur le continent.

«Les facteurs qui déclenchent et aggravent les conflits dans nos sociétés résident dans les mécanismes de gestion politique et économique et dans les relations sociales qui en découlent», a affirmé Salim.

Il a lancé un appel aux gouvernements pour qu'ils renforcent les structures chargées de promouvoir les droits humains. «La sécurité commune, avec ses implications pour la paix sur le continent, ne saurait se réaliser sans le renforcement des structures chargées de la promotion des droits humains».

Ibrahim Wani, analyste-recherche en études stratégiques, a déclaré qu'il est temps que les Africains s'interrogent sérieusement sur la situation actuelle du continent, en particulier, qu'ils se posent la question suivante: «pourquoi les conditions ne sont-elles plus favorables pour la majorité de la population africaine?».

Au centre des problèmes de paix et de sécurité, a-t-il poursuivi, se trouvent les questions cruciales de liberté et de gestion des affaires publiques. Il a indiqué que les Africains doivent se demander: qu'a représenté l'État pour les populations ces quarante dernières années? Qu'ont représenté les populations pour l'État? Qu'a fait l'État pour les populations?

Wani a affirmé que si les gouvernements africains veulent vraiment instaurer une véritable Union africaine, ils doivent commencer par respecter les protocoles d'accord qu'ils ont signés.

Rapport sur l'intégration en Afrique 2002: Les chefs d'État interpellés

Par Norbert N. OUENDJI

La présentation du premier rapport annuel sur l'intégration en Afrique (ARIA) était l'un des principaux points à l'ordre du jour du FDA III. Le document a été lancé officiellement mardi 4 mars.

Le rapport d'une vingtaine de pages, produit par la Commission économique pour l'Afrique (CEA), cible tous ceux qui s'intéressent au développement de l'Afrique, et particulièrement les chefs d'État, dont le manque de volonté politique constitue un obstacle au projet d'intégration régionale.

Le rapport évalue le chemin parcouru dans le domaine de l'intégration régionale et se penche sur deux questions principales: comment accélérer la construction de l'Union africaine? Quelles passerelles faut-il instaurer entre ladite Union, les communautés économiques régionales (CERs) et les gouvernements?

Le rapport établit que face à la nécessité de construire une Afrique unie et forte, les Communautés économiques régionales (CER) doivent renforcer leurs capacités et revoir leurs politiques ou moyens d'actions. Il s'agit, d'après le

document, de «rationaliser leurs structures, mais aussi leurs relations avec les gouvernements, qui doivent se reconnaître dans leurs engagements actuels».

«Il faudra une meilleure coordination entre les CER rendant obligatoire l'harmonisation de leurs protocoles souvent concurrentiels», ajoute le rapport, qui cite l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) comme «la vraie championne de l'intégration».

Celle-ci devance de loin la Communauté économique des pays des grands lacs (CEPGL), et même la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), classées parmi les CER qui accusent «une vitesse d'intégration irrégulière».

Le secrétaire général de la CEEAC, le Gabonais Louis Sylvain-GOMA, invité spécial au FDA III, explique ce retard non seulement par la période d'hibernation traversée par l'organisation entre 1992 et 1998, mais aussi par les guerres, et surtout «l'insuffisance de volonté politique» des chefs d'État de la sous-région.

«Nous sommes désormais engagés dans la voie de la relance et sommes conscients du rôle que nous devons jouer dans le processus d'intégration», a commenté M. Louis Sylvain-GOMA, affirmant par ailleurs que l'Union africaine doit s'appuyer sur les différentes communautés que compte le continent.

Le rapport annuel sur l'intégration en Afrique 2002 encourage cette position, et suggère que le secteur privé soit considéré dans ce chantier comme un élément moteur. L'intensification du commerce et le renforcement du soutien du public, sont également mentionnés; de même que le développement des infrastructures de transport, de télécommunication et autres.

«Avec beaucoup d'énergie et de bonne volonté, et avec les efforts récemment déployés pour obtenir des résultats, l'intégration de l'Afrique suit généralement son cours», constate le rapport. Et de préciser: «un plus grand engagement politique et davantage de ressources sont néanmoins indispensables pour avoir de meilleurs résultats».

FDA Info est produit par une équipe de journalistes africains indépendants, en collaboration avec l'Équipe de communication de la CEA.

Rédactrice en chef: Wilma Jean Emanuel Randle, consultante

Éditrices: Bénédicte Walter (français); Lorna Davidson (anglais)

Traducteurs: Moussoulimou Karimou, Delphine Lecoutre

Comité éditorial: Aida Opoku-Mensah (CEA), Gumisai Mutume (*Africa Recovery*, New York), Jamilah Mwangisi (*Femina Magazine*, Tanzanie), Lorna Davidson (CEA); Max Jarett (CEA), Mercy Wambui (CEA), Peter DaCosta (CEA).

Équipe de production: Teshome Yohannes (CEA), Yaphet Lijalem (CEA), Seifu Dagnachew (CEA)

Photographe: Antonio Fiorente (consultant)

Stagiaire: Maria Thundu

Journalistes: Adwoa Asiedu (*Ghanaian Times*, Ghana), Marie-Noëlle Guichi (*Le Messenger*, Cameroun), Doua Gouly (*Fraternité Matin*, Côte d'Ivoire), Jeggan Grey-Johnson (*Independent Daily*, Gambie), Olga Manda Mwaba (indépendante, Zambie); Francine Nzibarega (*Studio Ijambo*, Burundi); Bernard Otobil (*West Africa Magazine*, Royaume-Uni); Norbert N. Ouendji (indépendant, Cameroun); Jérémie Sindayirwayna (*Radio Télévision Nationale du Burundi*); Bongwiwe Zwane (*Swazi Observer*, Swaziland);

Impression: section de la reproduction des documents, CEA.